

# RETAUD

## PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

### LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

**DOSSIER D'APPROBATION**  
**Conseil Municipal .....**

*Vu pour être annexé à la délibération du*

*2019, le Maire*

Source : Porter à Connaissance (PAC), mars 2012 – actualisé 2019 (PDA)

Code	Libellé servitude type	Acte de Création	Textes législatifs	Gestionnaire
AC1	Périmètres délimités des abords	CM d'approbation du PLU	articles L.621-30 à L.621-32 du code du patrimoine.	UDAP
AC1	Servitude de protection des monuments historiques – château de Chatenet (donjon) classé MH	A.M. 23/03/1942	Art.1 à 5 du 31.12.1913 modifiée	UDAP
AC1	Servitude de protection des monuments historiques – château de Chatenet (autres bâtiments) inscrits MH	A.M. 22/07/1942	Art.1 à 5 du 31.12.1913 modifiée	UDAP
AC1	Servitude de protection des monuments historiques – église St Trojan cl.MH	01/01/1862	Art.1 à 5 du 31.12.1913 modifiée	UDAP
AC1	Servitude de protection des monuments historiques – portail cour école inscrit MH	12/01/1931	Art.1 à 5 du 31.12.1913 modifiée	UDAP
AC1	Servitude de protection des monuments historiques – logis Vallade (façades et toitures, 2 perrons escalier intérieur) inscrits MH	A.P. 03/07/1992	Art.1 à 5 du 31.12.1913 modifiée	UDAP
AC1	Servitude de protection des monuments historiques – logis du fief Gallet (Comme de Pessines) inscrits MH	04/10/1994	Art.1 à 5 du 31.12.1913 modifiée	UDAP
EL7	Servitude d'alignement voies départementales RD 114 le bourg	17/06/1939	Art. L.131-1 à 131-8 du code de la voirie routière	CD 17 DI/AJ
EL7	Servitude d'alignement voies départementales RD 114 le bourg	18/07/1959	Art. L.131-1 à 131-8 du code de la voirie routière	CD 17 DI/AJ
I4	Lignes distribution énergie électrique		Art.12 et 12 bis loi 15 juin 1906 modifié	EDF
I3	Servitude relative distribution gaz antenne Brizambourg – Saintes - Royan		Art.12 et 12 bis loi 15 juin 1906 modifié	GRT Gaz
PT2	Liaison Hertzienne Cozes - Saintes	20/11/1991	Art. L.54 à 56-1 code P et communications téléphoniques	DRT/PC

MINISTÈRE

DE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE

DES

MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

## ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER.

Le portail de la cour de l'Ecole de Rétaud

(Charente-Inférieure)

appartenant à la commune de Rétaud

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

### ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune et

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 12 JANV 1931

Pour le Ministre et par délégation spéciale

Le Directeur Général des Beaux-Arts

T. S. V. P.



## ARRÊTÉ.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
DES BEAUX-ARTS.

Le Ministre

DIRECTION  
DES SERVICES D'ARCHITECTURE.

BUREAU  
DES MONUMENTS HISTORIQUES.

Inventaire supplémentaire.

~~Le Secrétaire d'État à l'Éducation Nationale et à la Jeunesse,~~

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

~~La Commission des monuments historiques entendue;~~

Vu l'arrêté du 10 août 1941 pris en application de

ARRÊTE : la loi du 29 juillet 1941;

## ARTICLE PREMIER.

L'ensemble du château de Chatenet, sis à  
RETAUD (Charente-Inférieure), à l'exception du  
donjon classé parmi les Monuments historiques,

appartenant à M. le Dr FAVRE, domicilié à Rétaud,

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

## ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la commune de Rétaud,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

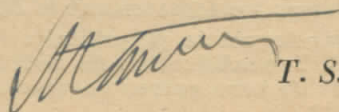
Paris, le

22 JUL 1942

PAR DÉLIBÉRATION

LE CONSEILLER D'ÉTAT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES BEAUX-ARTS



T. S. V. P.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES BEAUX-ARTS.

MONUMENTS HISTORIQUES,  
FOUILLES ET SITES.

# Arrêté.

Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et à

*Le Ministre de l'Education Nationale,*  
la Jeunesse

*Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments  
historiques, et le décret du 18 mars 1924 déterminant  
les conditions d'application de ladite loi;*

*Vu l'arrêté du 10 août 1941 pris en application de  
la loi du 19 juillet 1941*  
*la loi du 19 juillet 1941*

*Vu l'adhésion donnée le 18 janvier 1942 par M. le  
Dr. Favre, propriétaire*

## Arrête :

### Article premier.

*Le donjon du château de CHATENET, sis à RETAUD (Charen-  
te-Maritime)*

*est classé parmi les monuments  
historiques.*



Art. 2.

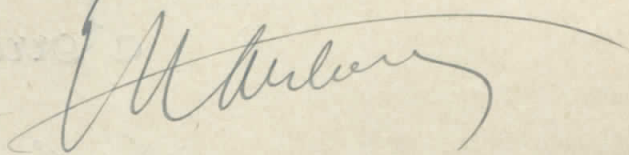
Le présent arrêté sera transcrit au  
bureau des hypothèques de la situation  
de l'immeuble classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département  
de la Charente-Maritime  
et au Maire de la commune de RETAUD et au  
propriétaire

qui  
seront responsables, chacun en ce qui le  
concerne, de son exécution.


Paris, le 23 Mars 1934  
par délégation spéciale  
Le Secrétaire Général des Beaux-Arts

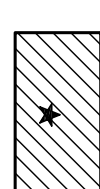










PLAN DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE  
Dossier d'approbation  
Conseil Municipal du ..... 2019

Vu pour être annexé à la délibération du ..... 2019, le Maire

 Commune de RETAUD	Echelle : 1:75000	Plan ENSEMBLE
---	-------------------	---------------

-  **AC1** Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits
-  **AC1** Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits
-  **EL7** Servitudes d'alignement
-  **I3** Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz
-  **I4** Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques
-  **PT2** Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat
-  **PT4** Servitudes d'élagage relatives aux lignes de télécommunications empruntant le domaine public (non représentées)

